



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 30 mai 2022

Flambée des prix, explosion des profits : Notre colère est sans bornes

Le suspense entretenu autour du remaniement ministériel n'aura intéressé presque personne. Élisabeth Borne est certes femme et Première ministre mais son parcours, son équipe et ses idées ne sont pas de première fraîcheur. Capitaine zélée de la bourgeoisie, classée à gauche pour avoir respiré le même air que le socialiste Jospin, sa spécialité c'est la régression sociale. La réforme de la SNCF c'est elle, la RATP aussi. Mais elle sait aussi jouer de la flûte comme l'atteste son passage invisible au ministère de la Transition écologique.

Et son équipe ? Côté « transition énergétique », une fille de magnat du pétrole ayant déjà sévi au ministère de l'Industrie, cela promet ; par ailleurs, des habitués de l'argent facile, un autre qui n'entend pas quand une femme lui dit non, et puis des politiciens de droite sans date de péremption. Et au milieu de cette liste de vainqueurs sans qualités, un ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, qui sert juste de caution et hélas de défouloir pour l'extrême droite. Quant au programme, on peut juste dire qu'avec ceux-là le passé ne peut pas être pire que l'avenir !

Une inflation mondiale

Un cirque gouvernemental minuscule, bien loin des problèmes dans lesquels une majorité de familles des milieux populaires se débattent. L'Organisation internationale du travail estime qu'à l'échelle mondiale les prix montent de 9,2 %. En Argentine l'inflation atteint 58 % sur un an, en Turquie 70 %, en Iran le prix de la farine a augmenté de 500 %...

L'Europe n'est pas en reste, on le constate toutes et tous : les experts annoncent 10 % minimum cette année. En même temps, la spéculation bat son plein sur les céréales, le pétrole, et pas seulement. On assiste, et ce n'est pas nouveau, à un braquage en plein jour puisque depuis la pandémie, selon une étude d'Oxfam, le monde compte un milliardaire de plus toutes les 26 heures et un mort de la misère toutes les quatre secondes.

Leurs calculs, nos choix

Leur société ne marche pas, leur économie non plus, et ils voudraient qu'on paie la note ? Près de 120 centres hospitaliers du pays sont dans l'impossibilité de fonctionner normalement, le personnel exsangue exige des embauches. Ailleurs, dans le tourisme, on fait venir de Tunisie des travailleurs pour les payer une misère avec des horaires scandaleux. La presse nous annonce une baisse du chômage mais nous constatons tous une hausse de la pauvreté, des retraites de misère, des allocations minables.

Pourtant, ici et là, des hommes et des femmes se battent pour des hausses de salaire : dans des entreprises prestataires, des boîtes de transport, de nettoyage, dans l'agroalimentaire... Et parfois gagnent ! C'est la voie à suivre, qui gagnerait en force si ces luttes étaient coordonnées, animées et dirigées par la base, avec des objectifs communs. Qu'y gagnerons-nous ? D'abord la dignité, l'envie de se faire respecter ensemble et unis. Et puis aussi la conscience de notre force.

S'opposer au saccage social

Les prix montent et les salaires sont bloqués. La catastrophe est là, alors quelles solutions ? Obtenir des primes ? Cela ne dure qu'un temps. Baisser les taxes ? Les pirouettes fiscales déplacent le problème sans le résoudre. Des lois ? Les patrons s'en moquent.

Non, en premier lieu, il faudrait imposer par la lutte que chacun puisse vivre décemment. Travailler moins, autrement et pour des salaires convenables.

Vaste programme, mais nous n'avons pas le choix. Dans l'urgence, il faudrait imposer le blocage des prix des produits de première nécessité, des loyers, l'augmentation automatique et immédiate des salaires et allocations en fonction de l'inflation. Et pour cela les travailleurs et la population organisée doivent mettre le nez dans ce qu'on nous cache, en imposant la transparence et la surveillance permanente de l'économie, au service du plus grand nombre.

Et s'il faut renverser la table pour être entendus, pas de souci : les prix montent, notre colère aussi, ils ont des milliards, mais nous sommes des millions.

Facebook
NPA L'Étincelle - Renault Lardy



Les PEI... toujours en lutte !

Depuis le 3 mai, la majorité des 130 salariés de PEI du Technocentre sont en grève contre des baisses de salaire et des suppressions de poste.

Pour toute réponse, Renault a appelé la semaine dernière les CRS à la rescousse pour s'opposer à la venue des grévistes de PEI sur le site de Cléon. Mais les intimidations patronales n'arrêtent pas les grévistes déterminés à obtenir gain de cause. Hier, ils sont allés occuper le siège de PEI à Morangis.

Ils luttent contre Renault... nous aussi !
Alors soutenons-les en leur emboitant le pas
et en versant à leur caisse de grève.



Sortons jeudi pour obtenir des garanties !

Le mercredi 18 mai, Calvo, la directrice de la DEAT, est venue à l'amphi Gordini, mais peu de salariés se sont déplacés pour écouter l'éloge de la commission E-Lardy. Au final, ils ne savent toujours pas où seront créés les centaines de postes par an sur le site pour nous reconverter. Mais la direction dit qu'il faut lui faire confiance. Alors que les transferts d'activités avec l'Espagne et la Roumanie s'intensifient et que le démantèlement annoncé de Lardy en plusieurs entités se précise, qui a envie de croire à ses bobards ? Leurs plans ne dépendent pas de la consultation de la Commission E-Lardy, mais de la pression qu'on leur mettra pour défendre nos intérêts. Alors ce n'est qu'en se mobilisant qu'on obtiendra des réponses satisfaisantes sur notre avenir.

Soyons nombreux à débrayer le jeudi 2 juin à l'appel du collectif MERL, pour exiger des garanties pour tous les salariés !

On Ampère la tête

Ampère, Horse, Renault ou rien du tout ? Après l'annonce de la scission de Renault en plusieurs entités, la direction entretient le flou sur notre avenir. Alors que certains claironnaient que tous les salariés de Lardy seraient basculés vers Ampère, on apprend par Calvo elle-même que ceux de la DEA-TV resteraient peut-être dans Renault SAS.

Après son sudoku des gris et des bleus, c'est la nouvelle stratégie de la direction pour nous faire lanterner et nous diviser. Ce qui est sûr, c'est qu'Ampère ou pas, personne n'est à l'abri de la dégradation des conditions de travail ou des suppressions de postes. Alors pas question de faire confiance à ceux qui organisent le démantèlement du site. À la division distillée d'en haut, répondons par la mobilisation collective !

Pour continuer à faire des étincelles...

Contrairement à d'autres médias qui répandent leurs idées nauséabondes, ce bulletin n'est financé par aucun milliardaire et a besoin du soutien de ses lecteurs pour paraître. Alors dans 2 semaines, n'oubliez pas de verser à la collecte !

Les E-diots utiles qui sèment des E-illusions

Mardi 17 mai, le jour où Sud et la CGT appelaient à un rassemblement contre les suppressions de postes et la casse sociale, on a eu la surprise de découvrir à l'entrée un tract signé par la CFE-CGC (mais écrit par la direction ?) pour expliquer que tout était réglé, grâce à la commission E-Lardy.

Alors qu'on ne voit jamais ces syndicalistes qui préfèrent « dialoguer » avec la direction, les voilà qui débarquent à la porte un jour de débrayage... pour appeler à surtout ne rien faire ! Gober les fausses promesses de Renault c'est une chose, les diffuser c'est encore pire ! Ils pourraient quand même laisser la direction assurer sa propre communication.

À moins qu'ils ne servent précisément à faire passer la pilule des plans patronaux ? L'avenir dira combien de temps ils serviront de facteurs à la direction. En attendant, pas la peine de gâcher du papier.

Hôpitaux : il y a urgence à embaucher !

Depuis plusieurs semaines, par manque de personnel, l'accès aux urgences du CHU de Bordeaux est limité la nuit : seuls les patients orientés par le 15 sont admis. Une situation dénoncée par 1000 hospitaliers bordelais qui pointent des années de restrictions budgétaires et la recherche de rentabilité à tout prix. Mais Bordeaux n'est pas une exception !

Au total, 120 services d'urgence fonctionnent actuellement en activité restreinte (soit 20 % des établissements publics et privés, dont 14 des 32 plus gros hôpitaux), à la veille des congés d'été...

Les gouvernements successifs qui ont tous dégradé les conditions d'accueil et de travail à l'hôpital sont responsables de la catastrophe annoncée.

Législatives : ne faire confiance qu'à nos luttes !

Les panneaux électoraux sont de retour. Les 12 et 19 juin ont lieu les élections législatives. Après la présidentielle, les candidats de trois « blocs » sont présentés comme « favoris » pour décrocher des sièges. Pour y défendre les intérêts de qui ?

Inutile de présenter Macron, qu'on a déjà subi cinq ans, détesté des travailleurs et qui promet d'attaquer nos retraites. On ne présentera pas non plus Marine Le Pen, figure de l'extrême droite xénophobe et raciste, l'ennemie de nos luttes. Et pour ce qui est de Mélenchon, il a fait alliance avec le PCF, le PS et les Verts, dans une union de la gauche comme sous Mitterrand, Jospin ou Hollande. Et il se voit déjà Premier ministre... de Macron !

Dans la période difficile qui s'annonce, notre sort ne dépendra pas de ce tiercé mais de nos luttes collectives. C'est ce que les candidatures de l'extrême gauche révolutionnaire sont seules à dire. C'est pourquoi nous appelons à voter pour elles, pour celles du NPA là où il en existe, et partout ailleurs pour celles de Lutte ouvrière.